



Lettre n° 264 du 27 novembre 2022

Au sommaire :

- **Pas question d'être les soldats de la guerre économique des brigands capitalistes ! - Isabelle Ufferte**
- **En Chine, contre la dictature, les soutiers de la mondialisation financière capitaliste en route pour devenir ses fossoyeurs... - François Minvielle**

Pas question d'être les soldats de la guerre économique des brigands capitalistes !

Alors que Macron se pavanait à la Maison blanche, imbu de lui-même et flatté d'être reçu par Biden, tout en tentant vainement de dénoncer l'agression économique des USA contre leurs propres alliés européens, contre « son ami » Macron, pour la 7^{ème} fois en quelques semaines, la première ministre déclenchait le 49.3 pour, cette fois, l'« adoption » définitive du projet de loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS). Et pendant que Macron, quelque peu ridicule, espère amadouer Biden, son gouvernement poursuit obstinément une politique qui s'inscrit dans cette folle concurrence mondiale pour y défendre les intérêts du grand patronat, de la finance contre le monde du travail et la population.

Le PLFSS, en continuité avec les politiques sanitaires passées, ne peut qu'amplifier la faillite du système de santé désormais incapable de répondre aux besoins de la population. Urgences saturées, hôpitaux et médecine de ville submergés par les épidémies saisonnières, bronchiolite, grippe, Covid... personnels épuisés et sous-payés, manque abyssal de lits, de matériel, de médecins, d'infirmiers et autres personnels, déserts médicaux... rien dans le PLFSS ne peut apporter un début de réponse ! Borne n'en a pas moins déclaré « à l'issue de l'examen du texte, et à quelques jours du terme du délai constitutionnel, je regrette à nouveau, comme je l'ai déjà fait, que les positions soient restées figées. Et que malgré les avancées, chaque groupe d'opposition ait réaffirmé sa volonté de s'opposer au projet de loi, quoi qu'il contienne, quel qu'il soit », justifiant le passage en force « constitutionnel » du 49.3, un concentré de la V^{ème} République et de ses institutions et constitution, taillées sur mesure pour que les gouvernements au service des classes dominantes gouvernent.

En « réponse », selon un procédé tout aussi huilé, LFI a déposé une 7^{ème} motion de censure, cette fois avec l'en-

semble de la Nupes, regrettant que n'ait pas été donné aux « parlementaires le temps d'un réel débat » alors que « les circonstances le réclament »... Comme si ces « débats » pouvaient répondre à l'offensive et l'incurie des classes dominantes et de leur gouvernement qui enchaîne les textes de lois contre la population, les travailleurs... Ces motions de censure, qui ne pourraient avoir une chance d'aboutir que votées par le RN et LR, participent de la confusion générale et soulignent l'impasse du jeu parlementaire.

Face à l'offensive des classes dominantes, une agitation parlementaire et un dialogue social stériles

Tout en multipliant 49.3 et provocations, le gouvernement suit le calendrier du grand patronat et tente de faire passer textes et réformes au pas de charge.

Après l'annonce du projet de loi sur l'immigration que Darmanin espère pouvoir présenter en début d'année ; celui de la loi anti-squats qui renforce les possibilités d'expulsion et accroît les peines encourues au moment même où des dizaines de milliers de personnes et familles affrontent l'hiver dans la rue ou sous une tente ; après le projet de loi « portant mesures d'urgence relatives au fonctionnement du marché du travail en vue du plein emploi » qui va baisser l'indemnisation des chômeurs en fonction du taux officiel de chômage et supprime les indemnités en cas d'abandon de poste ou de refus de CDI ; Borne vient de lancer le compte à rebours de la réforme des retraites. Elle la présentera le 15 décembre aux « partenaires sociaux » et compte « dès cet été » mettre en place un « report progressif » de l'âge de départ pour passer de 62 à 65 ans d'ici 2031. « Mais, a-t-elle ajouté, s'il existe une autre voie proposée par les organisations syndicales et patronales qui permette d'arriver au même résultat,

nous l'étudierons. Pouvons-nous parler ? Ce qui est exclu, en revanche, c'est de baisser le montant des pensions ou d'augmenter le coût du travail par des cotisations supplémentaires ».

Ce n'est « pas vraiment une main tendue » a noté, fin observateur, le Monsieur retraites de la CFDT... appelant à « changer de pied sur la réforme » et expliquant « C'est le job d'un syndicaliste d'aller au bout d'une concertation et d'attendre les éléments définitifs de réforme pour se positionner » avant de prévenir que la CFDT prendra « ses responsabilités en termes d'opposition dès début janvier ».

« La stratégie de l'exécutif est vraiment incompréhensible. A quoi bon ouvrir avec nous un round de discussions sur le financement du régime si c'est pour réduire le débat à un choix aussi binaire ? », a demandé de son côté Céline Verzeletti, secrétaire confédérale CGT... Quant au PCF Pierre Dharréville, vice-président de la commission des affaires sociales à l'Assemblée, il a regretté que « Le gouvernement continue de réaffirmer son objectif de destruction sociale tout en organisant des négociations avec les syndicats dont on se demande s'ils sont le lieu d'une véritable discussion ou simplement pour décorer »... tandis que Mathilde Panot, LFI, accusait : la « Macronie souffre d'autoritarisme et de mensonge compulsif ». Certes...

Alors que la très grande majorité de la population (79 %) est opposée à la réforme, la gauche institutionnelle syndicale et parlementaire est paralysée, sans autre horizon face au rouleau compresseur des classes dominantes que les « discussions ».

La « journée d'initiative parlementaire du groupe LFI » le 24 novembre (qui permet au groupe de fixer l'ordre du jour) a elle aussi illustré l'impasse des jeux parlementaires. Avant même l'ouverture, LFI retirait sa « proposition » de porter le SMIC à 1600 euros, pourtant bien modeste, pour se concentrer sur celle pouvant obtenir une majorité, l'inscription du droit à l'IVG dans la constitution votée par la majorité gouvernementale qui avait elle-même déposé un texte en ce sens...

... Alors que la révolte gronde

Loin de l'agitation impuissante de l'Assemblée, dans les entreprises petites ou grandes, depuis la grève des raffineurs les luttes se multiplient, touchant différents secteurs, publics ou privés. La plupart posent la question des salaires, des conditions de travail, de la dignité et partent de la base, de travailleurs jeunes ou moins jeunes, parfois précaires, qui n'ont souvent jamais participé à des mouvements.

Parmi elles, la lutte des salariés d'Arc en ciel, géant de la sous-traitance du nettoyage d'hôpitaux, universités, gares et autres sites publics, qui emploie 8 000 personnes. Le mouvement démarré il y a 8 semaines pour les salaires et les conditions de travail s'est étendu à plusieurs villes.

A Créteil, chez Rentokil Initial, société de distribution de produits d'hygiène pour les entreprises, 25 chauffeurs sont en grève depuis trois semaines pour les salaires et

contre le flicage par logiciel de leurs déplacements. A la distribution colis de la Poste à Bordeaux, une grève pour une prime de 140 euros mensuels dure depuis un mois. Dans des cliniques, des Ehpad, dans le commerce comme à Action, dans des services publics comme à la CPAM d'Ajaccio ou dans des grosses entreprises telles que Sanofi dans le Rhône, les mouvements de colère se multiplient. A GRDF, la grève démarrée il y a un mois se poursuit : « actionnaires fonds illimités, GRDF grève illimitée » annoncent des banderoles. Les grévistes refusent de se plier au chantage de la direction et à l'appel des syndicats qui ont signé un accord, ils continuent avec la CGT. Ils ont passé des milliers d'abonnés en mode gratuit ce 1er décembre.

Les contrôleurs SNCF, massivement en grève ce week-end avant les NAO qui débutent le 7 décembre, ont également posé un préavis pour Noël... Dans l'aérien, des préavis sont déposés à Air France, ADP, EasyJet... Jusqu'aux médecins dont la grève cette fin de semaine portait certes des revendications catégorielles mais exprimait bien au-delà le profond malaise d'une profession qui s'est pour une grande part féminisée et prolétarisée et dont la colère face à l'effondrement du système de santé dépasse de loin la question du prix de la consultation.

De plus en plus de travailleur.es refusent de céder au chantage, les esprits se libèrent, la nécessité de se battre, de faire par soi-même s'impose, même s'il est encore difficile de faire du lien entre les secteurs en lutte, si cela n'apparaît pas forcément comme une nécessité aux grévistes qui découvrent la lutte collective, l'organisation, les piquets. Mais ce qui se passe est profond et les expériences et apprentissages se font de façon accélérée.

Unir nos forces, débattre pour porter nos exigences et préparer notre suite

Toutes les luttes posent la question des salaires alors que les prix s'envolent, en premier lieu l'alimentaire (+18%), l'énergie, le carburant le mois prochain...

L'explosion des profits et les dividendes distribués aux actionnaires, la rémunération des dirigeants du CAC 40 qui a augmenté de 52 % en un an pour atteindre plus de 600 000 euros par mois en moyenne... alors que le SMIC augmentera en janvier de 1,8 % (24 euros), nourrissent la colère, la volonté d'exiger notre dû face à l'égoïsme criminel, au mépris, au cynisme et à l'incurie des classes dominantes.

Les nombreux mouvements et conflits qui éclatent à travers le pays portent en eux, au moment où débutent dans de nombreuses entreprises les négociations annuelles sur les salaires, la perspective d'un mouvement d'ensemble, d'une grève générale à l'image de ce qui se construit en Angleterre. Des centaines de milliers de travailleurs s'y mobilisent depuis cet été contre les conséquences de l'inflation proche de 14 %. Royal mail, hôpitaux, chemins de fer, enseignement, toute la société craque... Pas un jour d'ici Noël sans qu'un ou plusieurs secteurs soient en grève, jusqu'aux infirmières de l'hôpital public dont le salaire réel a baissé de 20 % depuis 2010 et qui seront

pour la première fois dans la rue les 15 et 20 décembre. Un vrai « *calendrier de l'Avent des grèves* » comme l'a appelé la presse, qui témoigne de la profondeur de la colère mais aussi de l'absence d'une politique pour la convergence dont ne veulent pas les centrales syndicales qui cherchent au contraire à contenir le mouvement sur le terrain corporatiste à la recherche d'accords branche par branche...

Ce mouvement d'ensemble pour les salaires se construit à la base, sur les lieux de travail, en toute indépendance du dialogue social ou du jeu parlementaire dans lesquels les classes dominantes voudraient enfermer les travailleur.es. Imposer l'échelle mobile des salaires, le contrôle des prix, des plans massifs d'embauche dans les services publics, la

santé, l'enseignement, le transport ne peut se faire sans une confrontation centrale avec la bourgeoisie pour le contrôle des richesses, de l'économie, de la société.

Notre tâche, celle du mouvement révolutionnaire, des militant.es lutte de classe est de contribuer à l'organisation des travailleur.es, de la jeunesse, de l'ensemble des opprimé.es, à la prise de conscience de la force qu'ils représentent ensemble pour unir les luttes, pour débattre de nos exigences, des moyens de les imposer, afin de mettre un coup d'arrêt à une politique qui sacrifie les conditions de vie de toute la population aux intérêts d'une minorité de privilégiés parasites.

Isabelle Ufferte

En Chine, contre la dictature, les soutiers de la mondialisation financière capitaliste en route pour devenir ses fossoyeurs...

« *Debout les damnés de la terre !* »... Quand nous écrivions, fin octobre, à propos du renforcement du pouvoir de Xi Jinping « *les dictatures peuvent provoquer les crises politiques les plus aiguës, quand les luttes pour les libertés et les droits démocratiques rejoignent les luttes sociales... Le spectre de la révolution est bien là* », on ne voyait pas encore cette perspective prendre vie comme depuis deux semaines, des milliers d'ouvrier.e.s et d'étudiant.e.s défiant le pouvoir en chantant l'Internationale !

La flambée de révolte, dans de nombreuses grandes villes, impressionne, gagne la solidarité des classes populaires dans le monde entier... et inquiète les dirigeants des multinationales. L'économie mondiale craint une crise de plus. Les États des grandes puissances comptaient sur la poigne du Parti communiste chinois (PCC) pour maintenir l'ordre dans l'atelier du monde, tout en le désignant comme leur principal concurrent et adversaire et en critiquant la dictature au nom de la démocratie pour faire bonne mesure. Les chefs d'États, dont plusieurs sont venus rencontrer Xi à Pékin, craignent tous que la révolte ouvrière accélère la contestation de l'ensemble du système, contribue à la généraliser après le Sri Lanka, l'Iran et les mouvements, comme en Grande-Bretagne, qui touchent les vieilles citadelles du capitalisme... Il y a de plus en plus de maillons faibles dans la chaîne de l'exploitation capitaliste mondialisée.

A l'heure où nous écrivons, les révoltes se poursuivent en Chine, le régime a durci la répression puis annoncé quelques concessions sanitaires, Xi Jinping reconnaissant « *qu'après trois ans de Covid... les gens étaient frustrés* »... Il est peu probable, vu la profondeur que semble avoir le mouvement, que cela suffise à contenir la révolte, sans faire d'autres concessions. L'écrasement de Tiananmen en 1989 n'a pas fait disparaître la colère. Trois décennies plus tard, l'accumulation des crises élargit et approfondit la lutte des classes. Le spectre prend corps...

Une traînée de poudre

Le mardi 22 novembre, la colère éclate massivement à Zhengzhou, dans la « i-phone city », site industriel de la multinationale taiwanaise Foxconn, où travaillent entre 200 000 et 300 000 salariés. Depuis le mois d'octobre, la colère grandit face à l'enfermement, à l'obligation de dormir sur place pour cause de Covid. Les malades côtoient les autres, les plus touchés sont placés en quarantaine. Pour Apple, Foxconn et le PCC, il faut produire à tout prix. Mi-octobre, des ouvriers commencent à s'enfuir par-dessus les grillages. Plus de 20 000 partent en renversant les barrières. Pour les remplacer, Foxconn recrute dans les campagnes, promet des primes pour compenser le confinement obligatoire. Les nouveaux arrivants sont révoltés par les conditions de travail, les contrats mensongers. Le syndicat officiel est aux abonnés absents. Les salariés font circuler les fiches de paie numérisées... pas de prime ! Le 22, l'exaspération explose. Foxconn fait intervenir la police antiémeute dans le site... provoquant une manifestation massive qui affronte la police : « *Défendons nos droits !* », « *Rendez-nous notre salaire !* », « *A bas Foxconn !* ». Foxconn recule, s'excuse, promet le paiement de la prime, une indemnité de départ, et un bonus supplémentaire pour ceux qui resteront jusqu'en décembre. Apple, le donneur d'ordre déclare : « *Comme nous l'avons fait depuis le début de la pandémie, nous faisons passer en priorité la santé et la sécurité des ouvriers de notre chaîne d'approvisionnement* ». De quoi accroître encore la haine de ces patrons.

Le jeudi, à trois mille kilomètres, à Urumqi dans le Xinjiang, région du peuple Ouïghour persécuté par le régime, un incendie fait plus d'une dizaine de morts dans un immeuble. La population accuse les mesures de confinement qui ont empêché les pompiers d'intervenir rapidement. Un défilé de plusieurs milliers de personnes en hommage aux victimes se transforme en manifestation aux cris de « *Déconfinez ! Déconfinez !* »

Le samedi, spontanément, de nombreuses manifestations ont lieu en solidarité avec ces victimes. A Shanghai,

quelques dizaines de jeunes se réunissent à minuit rue Urumqi. Avec les réseaux sociaux, ils sont rapidement des centaines et des milliers : « *Pas de mensonges, de la dignité. Pas de révolution culturelle, des réformes. Pas de dirigeants, des votes. On ne veut pas être des esclaves, mais des citoyens* ». La mobilisation dure toute la nuit et au matin, les flics font évacuer et... enlever le nom de la rue. A Pékin, la foule est nombreuse aussi face à la police. Le dimanche, la contestation s'étend à une cinquantaine d'universités. Les étudiant·e·s reprennent eux-aussi l'Internationale. Les jours suivants, dans de nombreuses villes, ce sont des dizaines de milliers de personnes qui manifestent, souvent avec des feuilles blanches pour ridiculiser la censure... avant que même les feuilles blanches soient interdites.

L'orage n'a pas éclaté dans un ciel serein. Il y aurait eu près de 400 conflits sociaux au cours des six derniers mois. Selon une autre source 735 manifs, grèves ou occupations ont eu lieu depuis juin, dont près de la moitié mobilisant plus de 100 personnes.

La nouveauté, c'est la généralisation, la rapidité de l'extension, et surtout le défi frontal au pouvoir. Très rapidement, la dénonciation de la politique anti-covid s'accompagne d'exigences pour la liberté et pour les droits, d'attaques du pouvoir : « *A bas le Parti communiste* », « *Halte à la présidence à vie* », « *Xi Jinping démission* ». Du jamais vu depuis le 4 juin 1989 et l'écrasement de la révolte ouvrière et étudiante qui avait fait certainement 10 000 morts, place Tiananmen à Pékin et dans le reste du pays. De nombreux messages affirment « *Nous n'oublions pas 6-4* ». Et nous n'avons pas encore d'informations sur ce que les ouvrier·e·s et étudiant·e·s ont commencé à construire comme organisations pour s'engager dans ce défi au pouvoir.

Imposture et échec de la politique anti-covid...

Le régime est resté silencieux quelques jours, faisant intervenir au minimum les forces de répression au début. La répression est devenue ensuite plus violente. Des flics en combinaison intégrale pulvérisent du désinfectant sur les ouvriers en lutte pour les humilier, avant de passer aux lacrymos. A Canton, deux femmes ont été molestées et attachées en pleine rue pour un repas à emporter pris sans masque. Les tabassages publics se multiplient, les arrestations massives, le flicage des téléphones pour empêcher les images de circuler.

En même temps, le pouvoir essaie de se dédouaner en renvoyant la responsabilité de la maladie et de la brutalité des mesures de confinement sur les autorités locales. Et il essaie de calmer la flambée de contestation en vidant les universités et les écoles dont les vacances de fin d'année ont été avancées... certaines cédant à la revendication de payer les frais de retour pour les étudiants.

La semaine où la colère a explosé, plus d'un quart de la population du pays était placée sous une forme ou une autre de confinement. La haine du pouvoir s'alimente des

images du monde, avec ces stades bondés au Qatar sans le moindre masque. « *La Chine est-elle sur la même planète que le Qatar ?* », le message est devenu viral avant d'être censuré.

Malgré l'imposture des discours d'autosatisfaction, le régime ne peut plus cacher l'échec de sa politique prétendument « zéro-covid ». La part de la population vaccinée est assez basse. Les vaccins « patriotiques » se révèlent peu efficaces. Le confinement n'empêche pas une nouvelle flambée de l'épidémie.

Face à la contestation, le pouvoir a dû commencer à relâcher la pression. Pour la première fois depuis trois ans, et suite aux premières manifestations, les médias commencent à diffuser une réelle information scientifique et médicale sur la maladie, ses effets et risques réels... alors que le pouvoir l'utilisait jusqu'alors pour maintenir un climat de peur. Et la vice-première ministre annonce une nouvelle phase de la lutte contre la maladie, déclarée officiellement moins dangereuse avec le variant omicron, sans pour autant mettre fin au « zéro-covid », ce qui serait reconnaître l'échec du pouvoir.

... et de la marche vers le progrès

L'imposture ne concerne pas que la politique sanitaire. Elle est globale et mise à nu par la situation économique. Xi Jinping se vantait d'avoir vaincu la pauvreté en 2020, ramenant l'extrême pauvreté à 45 millions de personnes. Bien des économistes contestent ces données et, pour les classes populaires chinoises, dans leur vie quotidienne, c'est l'explosion du chômage et des inégalités.

Le pays au deuxième rang mondial de la production des richesses est dans les soixante-dizièmes, si on regarde la richesse par habitant à parité de pouvoir d'achat. La majorité de la population de Chine a moins de revenus que celles de nombreux pays pauvres.

L'usurpation du « communisme » ne peut cacher que la répartition des richesses y est à peine moins inégalitaire qu'aux USA. La moitié la plus pauvre de la population perçoit environ 15 % du revenu global (c'est 12 % aux USA et 22 % en France). Alors que le PIB a explosé, il s'agit bien d'une aggravation terrible des inégalités, puisqu'ils avaient accès à près de 30 % du revenu global en 1978.

Ce recul social s'explique : les 1 % les plus riches accaparent près de 44% de la richesse totale. Et si on élargit aux 10 % les plus riches, c'est 67 % ! Leur nombre a explosé, avec plus de 1000 milliardaires en dollars et quatre millions de millionnaires.

L'imposture des discours sur le progrès pour tous grâce au développement de l'économie s'effondre elle aussi.

Même la classe moyenne dont l'émergence était la fierté du régime en paie le prix. Si 87 % des ménages sont propriétaires d'un appartement (20 % en ont plusieurs), leur situation stagne, voire recule avec l'inflation. Les études universitaires débouchent sur le chômage. Nombre d'entre eux ont un sentiment de déclassement en ne trouvant que des petits boulots. Le mouvement du « *tangping* » (« *restons couchés* ») marque la rupture de cette

classe moyenne avec le pouvoir, alors qu'il s'agissait d'un point d'appui pour le régime, comptant sur elle pour assurer une stabilité politique et contribuer à la croissance économique.

Les classes populaires ont fait l'expérience en trois ou quatre décennies que le progrès capitaliste, même déguisé en « *socialisme aux caractéristiques chinoises* », c'est le progrès des profits et de l'appropriation privée. Il provoque la misère et aggrave les inégalités et il est impossible qu'un développement national échappe aux évolutions globales de la mondialisation et de ses crises.

Les dirigeants capitalistes dans la crainte

Les dirigeants du monde capitaliste craignent l'aggravation du ralentissement déjà en cours de l'économie chinoise. Les villes confinées sont celles où sont produits près de 20 % du PIB chinois... qui lui-même représente environ 20 % du PIB mondial. Le ralentissement de la production dans ces villes impacte directement l'économie mondiale.

Après le premier week-end de révolte, toutes les bourses asiatiques ont reculé, en Chine à Shanghai, Shenzhen, Hong Kong, mais aussi à Tokyo, Séoul. Les actionnaires craignent qu'après le confinement, les grèves et la répression provoquent un nouveau recul de la production et de la consommation. Ces craintes touchent aussi les marchés mondiaux des matières premières que l'industrie chinoise transforme. La même semaine, les cours du pétrole, cuivre, nickel, aluminium, ont baissé. Quant à Apple, il a été directement touché par la révolte ouvrière : 80 % de ses i-phones viennent de Zhengzhou et il prévoit une chute de 30 % de la production. La possibilité de délocaliser la production vers un autre site en Inde prendra environ deux ans...

Après les entrevues entre Biden et Xi Jinping au G20, ce sont Olaf Scholz et Charles Michel qui se sont rendus à Pékin, Macron et Meloni attendent leur tour... Tous cherchent à apaiser les tensions, tant militaires que commerciales, avant que la logique de la concurrence les exacerbe à nouveau. La situation de la Chine était au cœur aussi des dernières réunions de l'OTAN, réaffirmant la nécessité de se préparer militairement au « défi systémique » que représente la Chine, selon les mots du premier ministre anglais Rishi Sunak.

Cette peur des dirigeants capitalistes, un des principaux médias de la bourgeoisie française, le Monde, la résume dans un éditorial : « *Au lieu d'imaginer comme seule riposte possible un nouveau raidissement, Xi Jinping devrait reconnaître leur importance et leur utilité. Car ceux qui protestent dans les rues chinoises ne réclament sans doute pas autre chose que le fait d'être entendus par un pouvoir que sa surdité désormais affaiblit.* ».

La révolte de la classe ouvrière chinoise s'inscrit dans un processus historique

En entrant en lutte contre l'alliance du régime nationaliste et des multinationales, la classe ouvrière chinoise poursuit un long combat à travers lequel les classes populaires,

la paysannerie, le prolétariat ont libéré leur pays de la domination coloniale barbare des puissances occidentales, conquis l'indépendance nationale par la guerre et la révolution, et construit la deuxième puissance économique mondiale.

Comme partout à travers le monde, ce sont les classes exploitées qui ont fait avancer la société, conquis des progrès par leur travail et leurs luttes, les révolutions. Depuis le milieu du XIX^{ème} siècle, les révoltes n'ont jamais cessé, visant à la fois le pouvoir chinois et les puissances auxquelles il se soumettait. Celle des Taipings (1851-1864), soulèvement armé de millions de paysans pour l'égalité et la réforme agraire, terriblement réprimé. Celle des Boxers, paysans et ouvriers levant les « poings de la justice et de la concorde », contre la collusion entre la dynastie régnante et huit puissances coloniales... qui finirent par s'unir pour écraser la révolte et achever de mettre l'Empire à genoux. Puis ce fut au début de XX^e siècle, le renversement de l'empire corrompu en 1911. La nouvelle république bourgeoise redoutant la révolte de la paysannerie dominée par les féodaux et celle du prolétariat naissant n'avait pas la force de résister aux puissances impérialistes à laquelle elle se soumit à son tour.

Le développement rapide du mouvement ouvrier et des idées communistes, un soulèvement étudiant en 1919, la fondation de la III^{ème} internationale la même année, offraient la possibilité d'une nouvelle alliance, encouragée par l'exemple de la révolution d'Octobre où la classe ouvrière avait entraîné la paysannerie pauvre. Au cours de cette vague révolutionnaire, le Parti communiste chinois fut fondé en 1921, et la classe ouvrière engagea avec la paysannerie une lutte révolutionnaire de 1925 à 1927. Mais la direction de l'Internationale communiste, soumise à Staline et à la bureaucratie montante qui craignaient plus que tout la révolution conduisit le Parti communiste chinois dans une impasse sanglante.

Le parti nationaliste bourgeois du Kuomintang, de Tchang Kaï-chek, avec lequel il fut demandé au PCC de s'allier en abandonnant toute indépendance politique, se retourna contre lui et les ouvriers et écrasa dans le sang la révolution.

A la fin de la 2nde Guerre mondiale, participant du soulèvement de l'ensemble des peuples colonisés, une nouvelle vague révolutionnaire réussit à renverser le pouvoir corrompu de Tchang Kaï-chek. La Chine ébranlait le monde et un nouveau régime se mettait en place en 1949. Réalisant « *l'unité des quatre classes* » (prolétariat, paysannerie, petite-bourgeoisie et capitalistes patriotes !) au nom de l'unité nationale, Mao et le PCC n'avaient nullement l'objectif du socialisme et du communisme, mais bien de faire de la Chine une nation indépendante et puissante. La révolution de 49 s'inscrivait dans le processus mondial de liquidation du colonialisme sans être en mesure d'en finir avec le capitalisme. Bien au contraire, l'intégration de la Chine, ainsi que de l'ensemble des peuples qui avaient conquis l'indépendance nationale, au marché mondial ouvrit une nouvelle phase de développement du capita-

lisme, le capitalisme financiarisé mondialisé qui domine aujourd'hui l'ensemble de la planète.

L'État chinois a fait de la paysannerie et du prolétariat grandissant les soutiers de cette mondialisation, faisant de la Chine l'atelier du monde pour le plus grand profit des multinationales. Il lui promettait la fin des inégalités, le socialisme, ce fut la constitution d'une nouvelle bourgeoisie et des inégalités de plus en plus criantes et d'autant plus insupportables que la Chine est devenue une grande puissance économique.

Aujourd'hui, en Chine comme pour l'ensemble des travailleurs et des peuples, s'ouvre une nouvelle étape. L'antagonisme de classe entre le prolétariat, la bourgeoisie et son État, antagonisme masqué et étouffé par l'idéologie nationaliste dite anti-impérialiste, s'impose aux consciences dans toute sa brutalité nationale et internationale.

Une nouvelle fois, plus de trente ans après la révolte de Tiananmen en 1989, au moment où la révolution poursuit son travail en Iran, la classe ouvrière et la jeunesse de Chine captent l'attention du monde entier et écrivent pratiquement l'actualité de la révolution. Ils défient la répression, contournent la censure, montrent qu'il est impossible d'empêcher la circulation de l'information, même dans une des dictatures les mieux équipées pour cela. La multiplicité des sources de vidéos en direct sont

trop nombreuses pour être toutes bloquées. Les faits et les idées passent. Avec la même audace qu'en Iran, où les femmes ont enlevé et brûlé leur voile, ouvrant la voie à une lutte d'ensemble, et où les jeunes arrachent les turbans des mollahs, les grévistes défient les milices du pouvoir.

Ils détournent les slogans du régime, les citations de Mao ou de Xi, les retournent contre eux, ridiculisent les discours sécuritaires et nationalistes. Le confinement crée des solidarités d'ateliers, de dortoirs, d'amphithéâtres, autant de creusets de révolte et de lieux d'auto-organisation. On ne sait évidemment pas jusqu'où pourra aller cette vague de contestation. Pour produire les bijoux technologiques de la mondialisation, la classe ouvrière chinoise est non seulement nombreuse, mais jeune, éduquée, moderne. Vivant dans l'imposture de l'étiquette communiste depuis toujours, elle en est affranchie. Elle révèle la collusion entre la dictature et les entreprises capitalistes : la lutte pour la démocratie et contre l'exploitation est une seule et même lutte. Elle donne un nouvel élan aux révoltes et révolutions qui traversent le monde depuis la crise de 2008-2009, une accélération à l'échelle internationale du processus mondialisé de transformation révolutionnaire de la société.

François Minvielle